



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.661/4
du 4 juillet 2018

advies 63.661/4
van 4 juli 2018

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant les articles 3, 3bis,
10, 11, 15 à 15/4, 39, 43/4,
43/5, 43/8, 54, 58, 61 et 62 de
la loi du 7 mai 1999 sur les
jeux de hasard, les paris, les
établissements de jeux de
hasard et la protection des
joueurs'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van de artikelen 3,
3bis, 10, 11, 15 tot en met
15/4, 39, 43/4, 43/5, 43/8, 54,
58, 61 en 62 van de wet van
7 mei 1999 op de kansspelen,
de weddenschappen, de
kansspelinrichtingen en de
bescherming van de spelers'

Le 5 juin 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant les articles 3, 3bis, 10, 11, 15 à 15/4, 39, 43/4, 43/5, 43/8, 54, 58, 61 et 62 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 4 juillet 2018. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, président du Conseil d'État, Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO, conseiller d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Nathalie ROBA, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 juillet 2018.

*

Op 5 juni 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de artikelen 3, 3bis, 10, 11, 15 tot en met 15/4, 39, 43/4, 43/5, 43/8, 54, 58, 61 en 62 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 4 juli 2018. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State, Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO, staatsraad, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Nathalie ROBA, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 juli 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Au vu des articles 6, 4^o (interdiction d'exercices d'activités), et 7 (règles particulières de détachement) de l'avant-projet de loi examiné, qui touchent à la réglementation de base¹, il y a lieu de soumettre ces dispositions à une négociation syndicale en vertu de l'article 8 de la loi du 24 mars 1999 'organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police'.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 2

Pour plus de clarté du dispositif, la double négation formulée dans l'article 3, alinéa 2 nouveau, en projet, de la loi du 7 mai 1999, sera omise.

Par ailleurs, le renvoi aux « établissements de jeux de hasard de classes I et II visés au point 3 » n'est pas correct.

En conséquence la formulation suivante est proposée :

« Les jeux de cartes ou de société pratiqués en dehors des établissements de jeux de hasard de classe I et II visés à l'alinéa 1^{er}, point 3, ne peuvent être joués qu'au moyen d'appareils qui sont explicitement autorisés à cet effet par la Commission de jeux de hasard ».

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Voir, à cet égard, l'article 2, 9^o, de l'arrêté royal du 8 février 2001 'déterminant les réglementations de base au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police'.

Article 3

1. Les jeux de loterie étant un monopole de la Loterie Nationale, il n'apparaît pas cohérent d'insérer, dans l'article 3*bis* de la loi du 7 mai 1999, l'exception prévue à l'article 3 de l'avant-projet. En ce que cette disposition concerne les machines de loterie, de jeux de hasard et de paris exploités par la Loterie Nationale, elle figurerait plus adéquatement dans la loi du 19 avril 2002 'relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale' ou dans ses arrêtés d'exécution, compte tenu de l'article 21 de la loi précitée.

2. Invités par ailleurs à justifier que l'exception prévue à l'article 3*bis*, en projet, de la loi du 7 mai 1999, vaut pour toutes les machines de loterie, de jeux de hasard et de paris exploités par la Loterie Nationale, alors que pour des opérateurs privés, cette obligation de contrôle d'âge sur la base de l'e-ID ne vaut que pour certaines machines/appareils, les délégués ont indiqué ce qui suit :

« Zowel qua beleid als qua juridische uitwerking wordt de e-id als standaard ingevoerd, ofwel in de wet zelf ofwel via de koninklijke besluiten (zie machines 3.3, zie bingo's), zeker wanneer geen controle van de leeftijd noodzakelijk gebeurt in de kansspelinrichting (cafés). De machines van de loterij staan op plaatsen die geen kansspelinrichtingen zijn (krantenwinkels, benzinestations, warenhuizen) zodat de wet principieel voorziet in een leeftijdscontrole bij. Bij de machines in casino's en speelzalen hoeft dit niet opgelegd te worden aangezien de spelers op identiteit en leeftijd gecontroleerd worden aan de ingang van de kansspelinrichting ».

Cette justification devrait être reprise dans le commentaire de l'article.

3. S'agissant du contrôle de l'âge sur la base de l'e-ID, il convient de se référer à l'avis de la Commission de la vie privée n° 38/2018 du 2 mai 2018 sur un projet d'arrêté royal limitant les jeux de hasard dans les établissements de jeux de classe III², avis dans lequel la Commission a notamment considéré, en son point 15, que « cela signifie que parmi toutes les données enregistrées sur la puce d'identité électronique, seule la date de naissance peut être utilisée ».

Article 4

1. À la lecture du commentaire de l'article 3*ter* en projet, de la loi du 7 mai 1999, il apparaît que l'objectif est d'interdire l'exploitation de jeux de hasard ou de paris lorsqu'un navire à passagers international se trouve entièrement dans les eaux belges et donc sous la juridiction belge.

² Ce projet fait actuellement l'objet d'une demande d'avis au Conseil d'État sous la référence 63.663/VR.

Alors que la disposition en projet prévoit l'interdiction à partir du moment où « le navire a une interface navire/port » au sens de la loi du 5 février 2007 'relative à la sûreté maritime', son commentaire indique que cette interdiction vaut également lorsque le navire « jette l'ancre dans les eaux territoriales », ce qui ne sous-entend pas nécessairement une interface navire/port ; en outre, l'interdiction vaut également, à la lumière du commentaire de l'article en projet, « lorsque le navire se trouve dans une écluse » alors que, dans cette hypothèse, le navire n'a pas jeté l'ancre en eaux territoriales belges et que l'interface navire/port est inexistante.

Au vu de ces incohérences apparentes entre le dispositif de l'article 3ter en projet et l'objectif de cette disposition tel qu'il résulte du commentaire de celle-ci, il appartient à l'auteur de l'avant-projet de veiller à la cohérence entre le dispositif et son commentaire.

2. À l'article 3ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, de la loi du 7 mai 1999, plutôt que de reprendre le libellé des articles 17 et 18 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la Mer, signée à Montego Bay le 10 décembre 1982, il y a lieu d'y remplacer les mots « et qui usent de leur droit de passage inoffensif dans la mer territoriale aux fins de se rendre dans les eaux intérieures ou les quitter, ou faire escale dans une telle rade ou installation portuaire ou la quitter » par les mots « et qui usent de leur droit de passage inoffensif au sens de la Convention des Nations Unies sur le droit de la Mer, signée à Montego Bay le 10 décembre 1982 ».

3. L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait qu'est actuellement à l'examen au Conseil d'État un avant-projet de loi introduisant le Code belge de la navigation, Code dont l'article 124 en projet a pour objet d'abroger la loi du 5 février 2007 'relative à la sûreté maritime'.

Article 9

Interrogés sur les modalités relatives au transfert d'informations de la commune à la commission des jeux de hasard, portant sur les procès-verbaux établis par la police³, modalités qui ne sont pas précisées dans l'article 15/2, alinéa 2, en projet, de la loi du 7 mai 1999, les délégués ont indiqué ce qui suit :

« Cette disposition est notamment liée au projet d'AR portant modification de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C' (également soumis à l'avis du CE)⁴. Au moment de la demande

³ La question aux délégués était formulée de la manière suivante :

« Article 9 de l'avant-projet: l'article 15/2, alinéa 2, en projet, de la loi, prévoit que la commission des jeux de hasard 'lance une procédure lorsqu'elle est informée par la commune qu'un titulaire de licence C fait l'objet de procès-verbaux établis par la police (...)'. »

Comment est organisée cette information de la commune à la commission? Est-elle systématique; la commune est-elle tenue de le faire et si oui, en vertu de quelle disposition légale? Ou bien la commission compte-t-elle sur le bon vouloir des communes pour l'informer, auquel cas elle ne sanctionnera que dans les quelques cas où elle a été informée? ».

⁴ Il s'agit de la demande d'avis n° 63.664/4 sur un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements des jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C', également examinée ce jour.

d'une licence C, la commune doit rendre un avis à la Commission des jeux de hasard (CJH) dans lequel elle doit indiquer si le demandeur d'une licence C a fait ou non l'objet d'un procès-verbal par la police pour un des faits mentionnés (trouble à l'ordre public, infraction à la législation sur les débits de boissons, infraction à la législation sur les jeux de hasard).

Le nouvel article 15/2, al. 2, demande aux communes d'informer la CJH lorsqu'après l'octroi d'une licence C, un titulaire de licence fait l'objet d'un procès-verbal pour un des faits précités. Indien de gemeente geen kennis geeft dat een vergunninghouder C voorwerp uitmaakt van proces-verbalen kan hiervoor geen sanctieprocedure worden opgestart ».

Il ne ressort pas du libellé de l'article 15/2, alinéa 2, en projet, qu'il est demandé aux communes d'informer la Commission des jeux de hasard. Cette information reste une faculté laissée à la libre appréciation de chaque commune. Il s'ensuit que la procédure de sanction ne sera entamée par la commission des jeux de hasard que lorsqu'une commune aura pris l'initiative de l'informer d'un procès-verbal concernant un titulaire de licence C. Il en résulte une inégalité non justifiée entre d'une part l'exploitant d'un établissement de classe III dont la commune a transmis le procès-verbal le concernant et, d'autre part, l'exploitant d'un établissement de classe III qui fait l'objet d'un même procès-verbal mais dont la commune omet de le communiquer à la commission des jeux de hasard.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de revoir la disposition envisagée de manière à corriger cette inégalité.

Article 12

Il convient de définir, à l'article 2 de la loi du 7 mai 1999, la notion de « jeux de hasard automatiques avec mise atténuée » utilisée à l'article 39 en projet.

Article 18

1. L'habilitation générale au Roi prévue par l'article 61, alinéa 2, nouveau, en projet, de la loi du 7 mai 1999, apparaît faire double-emploi avec l'article 43/8, § 2, 1^o, e), de la même loi, pour ce qui concerne les jeux de hasard via des instruments de la société de l'information ⁵.

2. Il convient de préciser, dans la disposition en projet ou, à tout le moins, dans l'exposé des motifs, que l'objectif de la réglementation relative à la publicité sur les jeux de hasard, qui sera déterminée par le Roi, doit être de protéger les joueurs, voire des catégories spécifiques de joueurs qui doivent être mieux protégées, comme les mineurs d'âge.

*

⁵ Voir à ce propos, l'arrêté royal du 21 juin 2011 'relatif aux conditions qualitatives auxquelles le demandeur d'une licence supplémentaire doit satisfaire en matière de jeux de hasard', qui a pour fondement légal l'article 43/8, § 2, 1^o, de la loi du 7 mai 1999 et qui contient certaines dispositions en matière de publicité (articles 5, 8 et 9).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

In het licht van de artikelen 6, 4° (verbod bepaalde activiteiten uit te oefenen) en 7 (bijzondere regels inzake detachering) van dit voorontwerp, die verband houden met grondregelen,¹ dient over die bepalingen met de vakbonden onderhandeld te worden krachtens artikel 8 van de wet van 24 maart 1999 ‘tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten’.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 2

Teneinde het dispositief duidelijker te stellen, dient de dubbele negatie die in het ontworpen nieuw tweede lid van artikel 3 van de wet van 7 mei 1999 vervat is, weggewerkt te worden.

Bovendien klopt de verwijzing naar de “de kansspelinrichtingen klasse I en II en bedoeld in punt 3” niet.

Bijgevolg wordt voor dat lid de volgende redactie voorgesteld:

“De kaart- of gezelschapsspelen gespeeld buiten de kansspelinrichtingen klasse I en II bedoeld in het eerste lid, punt 3, mogen alleen gespeeld worden door middel van toestellen die daartoe uitdrukkelijk toegelaten zijn door de kansspelcommissie.”

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere normen verstaan.

¹ Zie, in dit verband, artikel 2, 9°, van het koninklijk besluit van 8 februari 2001 ‘tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 3, eerste lid, 1°, van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten’.

Artikel 3

1. Aangezien het organiseren van loterijen een monopolie van de Nationale Loterij is, lijkt het niet logisch om in artikel 3bis van de wet van 7 mei 1999 de uitzondering op te nemen waarin artikel 3 van het voorontwerp voorziet. Voor zover de in dat artikel 3 vervatte uitzondering betrekking heeft op “de loterij-, kansspel- en wedautomaten die door de Nationale Loterij worden uitgebaat”, zou die uitzondering, gelet op artikel 21 van de wet van 19 april 2002 ‘tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij’, beter op haar plaats zijn in die wet of in de besluiten tot uitvoering van die wet.

2. Toen de gemachtigden bovendien verzocht zijn om de redenen op te geven waarom de uitzondering waarin het ontworpen artikel 3bis, van de wet van 7 mei 1999 voorziet, geldt voor alle loterij-, kansspel- en wedautomaten die door de Nationale Loterij uitgebaat worden, terwijl de verplichte leeftijdscontrole op basis van de e-ID voor de privéoperators slechts voor bepaalde automaten/apparaten geldt, hebben de gemachtigden het volgende te kennen gegeven:

“Zowel qua beleid als qua juridische uitwerking wordt de e-id als standaard ingevoerd, ofwel in de wet zelf ofwel via de koninklijke besluiten (zie machines 3.3, zie bingo's), zeker wanneer geen controle van de leeftijd noodzakelijk gebeurt in de kansspelinrichting (cafés). De machines van de loterij staan op plaatsen die geen kansspelinrichtingen zijn (krantenwinkels, benzinestations, warenhuizen) zodat de wet principieel voorziet in een leeftijdscontrole bij. Bij de machines in casino's en speelzalen hoeft dit niet opgelegd te worden aangezien de spelers op identiteit en leeftijd gecontroleerd worden aan de ingang van de kansspelinrichting”.

Die redenen zouden in de bespreking van artikel 3 overgenomen moeten worden.

3. Wat de leeftijdscontrole op basis van de e-ID betreft, dient verwezen te worden naar advies nr. 38/2018 dat de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer op 2 mei 2018 uitgebracht heeft over een ontwerp van koninklijk besluit tot beperking van de kansspelen in de kansspelinrichtingen klasse III, ² in welk advies de Commissie in punt 15 onder andere het volgende gesteld heeft: “Dit betekent dat van al de gegevens die zijn geregistreerd op de chip van de elektronische identiteitskaart enkel de geboortedatum mag worden gebruikt.”

Artikel 4

1. Uit de bespreking van het ontworpen artikel 3ter van de wet van 7 mei 1999 blijkt dat het de bedoeling is de exploitatie van kansspelen of van weddenschappen te verbieden aan boord van internationale passagiersschepen die zich volledig in Belgische wateren bevinden en dus onder Belgische jurisdictie vallen.

² Over dit ontwerp is de Raad van State thans om advies verzocht onder het nummer 63.663/VR.

Terwijl het verbod volgens de ontworpen bepaling uitwerking heeft zodra “het schip een schip/haven raakvlak heeft” in de zin van de wet van 5 februari 2007 ‘betreffende de maritieme beveiliging’, wordt in de bespreking ervan vermeld dat dit verbod eveneens geldt wanneer het schip “[in de territoriale wateren] voor anker gaat”, wat niet noodzakelijk veronderstelt dat er een schip/haven raakvlak bestaat; bovendien geldt dat verbod, volgens de bespreking van het ontworpen artikel, eveneens voor een schip dat “in een sluis ligt”, terwijl in dat geval het schip niet voor anker gegaan is in Belgische territoriale wateren en er geen schip/haven raakvlak bestaat.

Gelet op het gebrek aan samenhang dat op die punten gebleken is tussen het dispositief van het ontworpen artikel 3ter en de bedoeling van die bepaling zoals ze uit de bespreking ervan naar voren komt, dient de steller van het voorontwerp te zorgen voor de samenhang tussen dit dispositief en de bespreking ervan.

2. In plaats van in het ontworpen artikel 3ter, § 1, eerste lid, van de wet van 7 mei 1999 de bewoordingen over te nemen van de artikelen 17 en 18 van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee, ondertekend te Montego Bay op 10 december 1982, dienen in die ontworpen bepaling de woorden “en die gebruik maken van hun recht op onschuldige doorvaart in de territoriale zee met de bedoeling de binnenwateren binnen of uit te varen of zulk een rede of havenvoorziening aan te lopen” vervangen te worden door de woorden “en die gebruik maken van hun recht op onschuldige doorvaart in de zin van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee, ondertekend te Montego Bay op 10 december 1982.”

3. De steller van het voorontwerp wordt erop gewezen dat thans aan de Raad van State een voorontwerp van wet tot invoering van het Belgisch Scheepvaartwetboek voorgelegd is, van welk wetboek het ontworpen artikel 124 ertoe strekt de wet van 5 februari 2007 ‘betreffende de maritieme beveiliging’ op te heffen.

Artikel 9

Naar aanleiding van een vraag aangaande de nadere regels betreffende het doorzenden, door de gemeente aan de Kansspelcommissie, van informatiegegevens in verband met processen-verbaal die door de politie opgemaakt zijn,³ welke nadere regels niet vermeld zijn in het ontworpen artikel 15/2, tweede lid, van de wet van 7 mei 1999, hebben de gemachtigden het volgende te kennen gegeven:

³ De vraag die aan de gemachtigden gesteld is, luidde als volgt:

“Article 9 de l’avant-projet: l’article 15/2, alinéa 2, en projet, de la loi, prévoit que la commission des jeux de hasard ‘lance une procédure lorsqu’elle est informée par la commune qu’un titulaire de licence C fait l’objet de procès-verbaux établis par la police (...)’.

Comment est organisée cette information de la commune à la commission? Est-elle systématique; la commune est-elle tenue de le faire et si oui, en vertu de quelle disposition légale? Ou bien la commission compte-t-elle sur le bon vouloir des communes pour l’informer, auquel cas elle ne sanctionnera que dans les quelques cas où elle a été informée?”

“Cette disposition est notamment liée au projet d’AR portant modification de l’arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l’administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C’ (également soumis à l’avis du CE) ⁴. Au moment de la demande d’une licence C, la commune doit rendre un avis à la Commission des jeux de hasard (CJH) dans lequel elle doit indiquer si le demandeur d’une licence C a fait ou non l’objet d’un procès-verbal par la police pour un des faits mentionnés (trouble à l’ordre public, infraction à la législation sur les débits de boissons, infraction à la législation sur les jeux de hasard).

Le nouvel article 15/2, al. 2, demande aux communes d’informer la CJH lorsqu’après l’octroi d’une licence C, un titulaire de licence fait l’objet d’un procès-verbal pour un des faits précités. Indien de gemeente geen kennis geeft dat een vergunninghouder C voorwerp uitmaakt van proces-verbalen kan hiervoor geen sanctieprocedure worden opgestart.”

Uit de bewoordingen van het ontworpen artikel 15/2, tweede lid, blijkt niet dat van de gemeenten verwacht zou worden de Kansspelcommissie te informeren. Het informeren van de Kansspelcommissie blijft een mogelijkheid over het gebruik waarvan elke gemeente vrij mag oordelen. Daaruit volgt dat de Kansspelcommissie de sanctieprocedure pas dan zal aanvatten wanneer een gemeente het initiatief genomen zal hebben om haar in te lichten over een proces-verbaal betreffende de houder van een vergunning C. Dat leidt tot een niet verantwoorde ongelijkheid tussen, enerzijds, de exploitant van een inrichting klasse III wiens gemeente het proces-verbaal met betrekking tot hem overgezonden heeft en, anderzijds, de exploitant van een inrichting klasse III met betrekking tot wie een soortgelijk proces-verbaal opgesteld is, maar wiens gemeente niet het initiatief neemt om dat proces-verbaal aan de Kansspelcommissie te bezorgen.

De steller van het voorontwerp dient de ontworpen bepaling aldus te herzien dat die ongelijkheid weggewerkt wordt.

Artikel 12

Het begrip “automatische kansspelen met verminderde inzet”, dat in het ontworpen artikel 39 gebezigd wordt, dient gedefinieerd te worden in artikel 2 van de wet van 7 mei 1999.

Artikel 18

1. De aan de Koning verleende algemene machtiging waarin het ontworpen nieuw tweede lid van artikel 61 van de wet van 7 mei 1999 voorziet, overlapt blijkbaar artikel 43/8, § 2, 1°, e), van dezelfde wet, wat de kansspelen via informatiemaatschappij-instrumenten betreft.⁵

⁴ Dat is adviesaanvraag 63.664/4 over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C’, welke aanvraag eveneens vandaag onderzocht is.

⁵ Zie in dit verband het koninklijk besluit van 21 juni 2011 ‘betreffende de kwaliteitsvoorwaarden die door de aanvrager van een aanvullende vergunning dienen te worden vervuld inzake kansspelen’, waarvan de rechtsgrond te

2. In de ontworpen bepaling of ten minste in de memorie van toelichting dient vermeld te worden dat de bedoeling van de regelgeving betreffende de reclame voor kansspelen, die door de Koning vastgesteld moet worden, erin bestaat de spelers te beschermen of zelfs om specifieke categorieën van spelers, zoals minderjarigen, beter te beschermen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT –
DE VOORZITTER VAN DE RAAD VAN STATE

Nathalie ROBA

Jacques JAUMOTTE